

«Maltraitance» au Foyer de l'enfance des Alpes-Maritimes

Un rapport blâme le fonctionnement de cette structure du conseil général.

HENRY Michel

Marseille de notre correspondant

Censé accueillir en urgence et protéger les mineurs en danger, le Foyer de l'enfance des Alpes-Maritimes (FEAM), structure du conseil général, serait une institution «maltraitante», selon quatre magistrates de Grasse. «Emues, choquées et scandalisées», trois juges des enfants et une substitute dénoncent un «fonctionnement délétère» dans un rapport confidentiel du 17 septembre, révélé récemment par Nice-Matin.

Christian Estrosi, président UMP du conseil général, en charge du FEAM qu'il subventionne à raison de plus de 15 millions d'euros annuels, assure : «C'est un constat que je partage pour l'essentiel. Cette situation est inacceptable.» Christian Estrosi a demandé au ministre de la Santé le départ du directeur, dont il déplore «un manque d'autorité hiérarchique». «Ce qui est dit dans le rapport est vrai à 90 %», affirme de son côté Jean-François Knecht, conseiller général PS, qui s'interroge sur d'éventuelles suites pénales.

Mais le directeur réfute les accusations de violences, de maltraitance et de privations, d'un rapport «non contradictoire, basé sur la parole d'enfants» qu'il estime «fait pour salir le foyer et [le] faire partir». Il reconnaît toutefois que «tout n'est pas faux dans le rapport», et attend sa mutation : «Je ne peux pas rester.»

«Coups». Sur les 18 centres d'accueil du FEAM, certains laissaient à désirer lors des visites des magistrates menées, sans prévenir, entre 2003 et 2004, si on en croit leur récit. Le foyer l'Auda (Nice) a des locaux «comparables à un squat» et donne «une impression de total dénuement». Au Poulido (Vence), un chef de service convoque des ados dans son bureau, «les plaque au mur et leur donne des coups de poing». Trois ados affirment y avoir subi des fessées publiques, «contraints, fesses nues, et devant les autres, de subir les coups». Pour l'équipe éducative, il faut «prendre beaucoup de distance quant à la parole de "ces enfants"», décrits comme «pervers» et «susceptibles de manipulation». Le directeur réfute ces faits : «S'ils avaient vraiment eu lieu, pourquoi ne pas m'avoir interpellé ?»

A la Palombière (Cap-d'Antibes), l'absence de propreté est «affligeante» et les ados «disent avoir faim». Les éducateurs confirment : ils prennent un second repas en rentrant chez eux après 22 heures. Le directeur conteste : «Un ado, quand vous faites quelque chose qui ne lui plaît pas, il va dire "y a rien à manger".» Un mineur y raconte une activité : «L'éduc' nous met dans le Trafic, on fait la route du bord de mer en camionnette, et on rentre. Ça ne dure qu'un quart d'heure.»

Les magistrates ayant «ressenti un vif sentiment de culpabilité» ont prononcé, dès le lendemain, des mainlevées de placement ou envisagé des réorientations. La Palombière a depuis été reprise en main. A Clair Castel (Antibes), une fille de 6 ans, dont «l'état de santé avait été négligé gravement pendant plusieurs heures», a été hospitalisée pour une péritonite aiguë. Aux Corallines (Cagnes-sur-Mer), une victime d'inceste arrivée de nuit est «reçue par un veilleur de nuit et laissée seule sur un matelas».

Sorcières. Au final, l'Auda (fermé depuis) et la Palombière sont «totalement insalubres». Ailleurs, les magistrates dénoncent «un vide éducatif, une absence de compassion», des enfants «considérés comme des objets», et des règles conçues «dans le souci exclusif du fonctionnement de l'institution, plaçant volontairement au second plan l'intérêt et le bien-être des mineurs». Le rapport a été transmis au parquet général d'Aix-en-Provence. Au FEAM, la CGT craint pour l'emploi des 400 salariés, car Estrosi veut réduire la capacité d'accueil de 240 à 190 places. Le syndicat, qui dénonce «la chasse aux sorcières» et «la volonté de privatiser», met en doute le rapport des juges.